

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

7 octobre 2011

**SIMPLIFICATION DU DROIT  
ET ALLÈGEMENT DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES - (n° 3787)**

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 253

présenté par  
Mme Branget, M. Piron, M. Perrut, M. Decool, M. Straumann,  
M. Paternotte, M. Calmégane, Mme Delong, M. Christian Ménard, M. Daubresse  
et M. Moyne-Bressand

-----  
**ARTICLE ADDITIONNEL**

**APRÈS L'ARTICLE 51, insérer l'article suivant :**

Après l'article 357 *bis* du code des douanes, il est inséré un article 357 *ter* ainsi rédigé :

« Art. 357 *ter*. – Les tribunaux administratifs connaissent de tout litige dont la cause se trouve dans une erreur ou une omission et dans lequel le contribuable est de bonne foi. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement propose d'envisager un nouveau régime de sanction par l'introduction « d'une sanction dégradée » pour les entreprises « de bonne foi » c'est-à-dire une sanction d'une autre nature qu'une pénalité grave.

Il est suggéré une hiérarchisation des sanctions en fonction de la faute commise, ce qui permettrait de ne pas considérer les entreprises comme des fraudeurs à la suite d'une simple erreur.

Le dispositif actuel serait maintenu pour les seuls cas avérés de « mauvaise foi » de la part de l'entreprise.